

Cycle autour du volet observation de l'évaluation finale du contrat de ville

Marseille, le 24 février 2022

01

Des ressources pour l'évaluation du
contrat de ville

02

Aujourd'hui : quelques outils

03

Les rencontres à suivre

01

**Un cycle de rencontres pour partager
les ressources de l'INSEE
pour l'évaluation finale
des contrats de ville**

- **Une des missions de l'Insee** : éclairer les politiques publiques définies ou mises en oeuvre par les acteurs publics (Région, Départements, services de l'État, etc.)
- Un cycle de rencontre pour plusieurs points de vue :
 - **des repères statistiques et des analyses chiffrées sur les QPV**
au travers des études produites par l'INSEE PACA
 - **placés dans un cadre théorique plus large**
interventions de chercheurs
 - **mis en dialogue avec vos expériences**
par des témoignages de porteurs de projet et une place laissée à la discussion

02 . Aujourd'hui : boîtes à outil

03 . Spoiler alert : les prochaines rencontres

- **Décrochage scolaire** *17 mars 9h30*
- **Mobilités résidentielles** *5 mai 9h30*
- **Emploi et insertion** *23 juin 14h*

-

- **Sortants précoces du système scolaire : un phénomène très localisé**
- Nettement moins marqué à proximité immédiate des QPV
- **Sortants précoces et accès à l'emploi : double pénalité dans les QPV**
- Encore plus marqué pour les femmes



Analyses

Provence-Alpes-Côte d'Azur

N° 60

Juin 2018





Dans les quartiers de la politique de la ville, deux fois plus de jeunes ont quitté l'école et sont sans diplôme

Dans les grands pôles urbains de Provence-Alpes-Côte d'Azur, 23 % des jeunes de 18 à 24 ans habitant un quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV) ont quitté l'école et sont sans diplôme. Cette situation est deux fois moins fréquente en dehors de ces quartiers (10 %), y compris dans leur voisinage immédiat. Dans les QPV des cinq plus grandes villes de la région, la part de jeunes concernés est toujours proche d'un quart, indépendamment du profil socio-économique de ces communes. Les sortants précoces qui résident dans ces quartiers sont particulièrement exposés aux difficultés sur le marché du travail : moins d'un quart occupent un emploi.

Sylvain Adauoust, Pascale Rouaud, Insee

En 2014, dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) de Provence-Alpes-Côte d'Azur, 23 % des jeunes de 18 à 24 ans ont quitté le système scolaire sans diplôme, et se retrouvent de ce fait particulièrement exposés aux difficultés d'insertion professionnelle. Dans le voisinage immédiat de ces quartiers, les cas de sortie précoce sont beaucoup moins fréquents : la proportion se limite à 14 % au sein des territoires situés à moins de 100 mètres des QPV (figure 1). Ailleurs dans les grands pôles urbains, elle s'établit à 10 %, soit deux fois moins que la moyenne de ces quartiers. Au sein des QPV, l'enjeu est d'autant plus important que la population y est particulièrement jeune (38 % des habitants ont moins de 25 ans contre 28 % en dehors). En 2014, sur les 39 800 sortants précoces des grands pôles de la région, 11 100 résident dans un QPV.

1 Grands pôles urbains : deux fois plus de sortants précoces dans les quartiers de la politique de la ville

Taux de sortants précoces du système scolaire parmi les 18-24 ans, en %



Catégorie	Provence-Alpes-Côte d'Azur	France métropolitaine (hors Provence-Alpes-Côte d'Azur)
QPV ¹⁾	23	21
Territoires situés à moins de 100 m des QPV	14	11
Territoires situés entre 100 m et 300 m des QPV	12	9
Autres territoires des grands pôles urbains	10	8

1) QPV des communes de plus de 10 000 habitants des grands pôles urbains (119 en PACA). Source : Insee, recensement de la population 2014.

● Les QPV : sas ou nasse ?

● Plus de départs que d'arrivées

● L'écart se creuse entre QPV et leur environnement urbain

● Niveau de vie qui stagne dans les QPV alors qu'il augmente autour

● Contribution négative des migrations à l'évolution du niveau de vie



QUARTIERS DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

Ceux qui s'installent sont plus pauvres que ceux qui partent

Insee Analyses Provence-Alpes-Côte d'Azur • n° 96 • Octobre 2021



En 2015, les migrations résidentielles internes à la France contribuent au dépeuplement des quartiers de la politique de la ville (QPV) de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Le déficit migratoire est particulièrement marqué dans les métropoles d'Aix-Marseille-Provence et de Toulon-Provence-Méditerranée, ainsi que pour les jeunes de 26 à 35 ans. Le niveau de vie des personnes qui rejoignent les QPV de la région est proche de celui des habitants déjà installés, mais nettement inférieur à celui des personnes qui les quittent. Ainsi, les migrations résidentielles appauvrissent légèrement les quartiers de la politique de la ville. Mais c'est la faible augmentation du niveau de vie des habitants déjà installés qui contribue le plus à creuser l'écart entre les QPV et leurs environnements urbains.

La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 ambitionne de « réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines et d'améliorer les conditions de vie de leurs habitants ».

Fin 2020, un rapport de la Cour des comptes analyse la situation de huit quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) et constate qu'en dépit des moyens déployés, notamment pour l'amélioration du bâti et de l'urbanisme, leur attractivité résidentielle « a peu progressé ». Qu'en est-il dans les QPV de Provence-Alpes-Côte d'Azur, en particulier dans les quatre intercommunalités les plus peuplées de la région ?

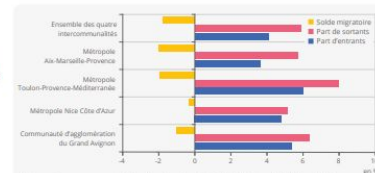
Les migrations résidentielles contribuent à dépeupler les QPV

En 2015, environ 415 000 personnes habitent un QPV des métropoles d'Aix-Marseille-Provence (AMP), Nice Côte d'Azur (NCA), Toulon-Provence-Méditerranée (TPM) et de la communauté d'agglomération du Grand Avignon. L'attractivité résidentielle de ces quartiers

est très faible : les entrants étant moins nombreux que les sortants, les déménagements (hors départs et arrivées de l'étranger) réduisent la population de 1,8 % en un an ▶ Figure 1 ▶ sources et méthode.

Dans les QPV des métropoles toulonnaise et marseillaise, ce phénomène est très prononcé. Il s'explique par un taux d'entrants très faible dans les quartiers du nord de Marseille et un taux de sortants très élevé dans ceux de TPM. Le déficit est

► 1. Taux d'entrée, de sortie et solde migratoire dans les QPV des quatre plus grandes intercommunalités de Provence-Alpes-Côte d'Azur



Lecture : les personnes ayant déménagé en France hors des QPV de la métropole d'Aix-Marseille-Provence en 2015 représentent 5,7 % des habitants de ces quartiers au 1^{er} janvier 2015 et celles qui y ont émigré en provenance d'autres territoires français 3,6 %, portant le solde migratoire à -2,1 %.

Champ : habitants des QPV au 1^{er} janvier 2015 (ou 2016, hors personnes ayant déménagé en provenance ou à destination de l'étranger en 2015).

Source : Insee, *Fichier démographique des logements et des individus 2016 (FDLI)*.

En partenariat avec :



● Différents profils de quartier au regard de l'insertion

- Forte inactivité
- précarité des emplois
- moins pénalisés

● Taux d'emploi plus faible, quelle part d'un "effet quartier" ?

- en partie à cause d'un moindre niveau de diplôme, de ne pas avoir de voiture...
- également des effets inobservés

Insee Analyses

Provence-Alpes-Côte d'Azur

N° 82

Janvier 2020

Politique de la ville

Dans les quartiers les plus en difficulté, seulement un habitant sur trois en emploi

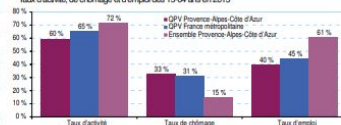
Les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) de Provence-Alpes-Côte d'Azur sont confrontés à des difficultés d'insertion professionnelle aiguës. Leur faible niveau de formation explique en partie seulement ces difficultés, qui ne sont d'ailleurs pas homogènes selon les quartiers. Plus d'un tiers des habitants des QPV vivent dans des quartiers situés à la lisière des grandes villes qui concentrent inactivité et chômage ; un cinquième dans des quartiers marqués par la précarité de l'emploi et le chômage. Dans les autres quartiers, les difficultés d'insertion sont moindres mais restent très prononcées.

Stéphanie Durieux, Pascale Rouaud (Insee), Rémi Belle (Directrice)

En 2015, environ 510 000 personnes, soit un habitant sur dix, résident dans l'un des 128 quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Définis en 2014 à partir du critère de concentration urbaine de bas revenus, les QPV de la région rassemblent par construction les résidents les plus pauvres des territoires urbains.

La faiblesse de leurs revenus résulte pour une large part d'une mauvaise insertion professionnelle. Parmi les 15-64 ans, seuls 40 % occupent un emploi, contre 61 % pour l'ensemble de la région (sources et méthode). D'une part, le taux de chômage est plus de deux fois supérieur à la moyenne régionale (figure 1). D'autre part, une proportion plus importante de la population ne participe pas au marché du travail (personnes au foyer, personnes en incapacité de travailler...). Les difficultés dans l'emploi sont les plus marquées pour les femmes et les étrangers, fréquemment en retrait du marché du travail, ainsi que pour les jeunes, particulièrement touchés par le chômage.

1 Un faible taux d'activité dans les QPV de Provence-Alpes-Côte d'Azur



Source : Insee, recensement de la population 2015, exploitation principale et estimations démographiques

Une faible insertion liée en partie seulement aux caractéristiques socio-démographiques des résidents

Les habitants des QPV présentent un niveau de diplôme plus faible qu'en moyenne régionale. Parmi ceux âgés de 15 ans ou plus ayant quitté le système éducatif, 52 % n'en possèdent aucun (31 % au niveau régional). L'absence de diplôme constituant un véritable handicap pour trouver un emploi, le taux d'emploi dans les quartiers est inférieur à celui des autres territoires. Les habitants de nationalité étrangère ou ne

possédant pas de voiture (renard) sont également pénalisés vis-à-vis de l'emploi. Et ces caractéristiques socio-démographiques sont plus fréquentes dans les quartiers. Cependant, les caractéristiques individuelles des habitants des quartiers prioritaires n'expliquent pas la totalité de l'écart entre leur taux d'emploi et celui des habitants de la région hors QPV (40 % contre 63 %). En effet, les différences de niveau de diplôme, sexe, âge, nationalité et possession de voiture expliquent seulement la moitié des points d'écart observés (sources et méthode).



Merci de votre attention

Stéphanie Durieux
stephanie.durieux@insee.fr

Julien Mélé
julien.mele@insee.fr

Pascale Rouaud
pascale.rouaud@insee.fr

Benjamin Sakarovitch
benjamin.sakarovitch@insee.fr